*Fabricating Quality in Education. Data and Governance
in Europe*

Jenny Ozga, Peter Dahler-Larsen, Christina
Segerholm, Hannu Simola

Londres, Routledge, 2011

Xavier Pons

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2255>

DOI : 10.4000/ries.2255

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 31-33

ISBN : 978-2-85420-594-7

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Xavier Pons, « *Fabricating Quality in Education. Data and Governance in Europe*

Jenny Ozga, Peter Dahler-Larsen, Christina Segerholm, Hannu Simola », *Revue internationale
d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 01 avril 2012, consulté le 22 septembre
2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2255> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2255>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Fabricating Quality in Education. Data and Governance in Europe

Jenny Ozga, Peter Dahler-Larsen,
Christina Segerholm, Hannu Simola

Londres, Routledge, 2011

Xavier Pons

RÉFÉRENCE

Fabricating Quality in Education. Data and Governance in Europe, Jenny Ozga, Peter Dahler-Larsen, Christina Segerholm, Hannu Simola (Eds.), Londres, Routledge, 2011

- 1 Cet ouvrage propose une thèse forte permettant d'analyser la construction progressive d'une Europe de l'éducation : si l'éducation est encore largement perçue en Europe comme une prérogative des États qui relève du principe de subsidiarité, cette perception est en train de changer dans la mesure où la qualité de l'éducation constitue désormais l'un des fondements majeurs de la stratégie européenne pour développer une économie compétitive de la connaissance. Ce changement implique une redéfinition des contours de la politique éducative – l'éducation étant progressivement remplacée par la notion d'apprentissage (*learning*) – et il s'accompagne d'un développement sans précédent, à tous les niveaux d'instruments de mesure (*measurement*) et de procédures de suivi et de contrôle (*monitoring*) afin de rendre ce nouvel espace européen de l'éducation visible, commensurable, comparable et propice à une harmonisation. En d'autres termes, les procédures d'évaluation et d'assurance qualité (*quality assurance and evaluation* : QAE) promues dans différentes arènes internationales et européennes n'ont pas pour seul effet de considérablement redéfinir la gouvernance de l'Union européenne en éducation, en exerçant par exemple sur les autorités nationales de nouvelles pressions « douces » (*soft pressure*), elles contribuent

massivement à la fabrication d'une Europe de l'éducation gouvernée par les nombres (*numbers*) et les données (*data*) et matérialisée par la certification de la qualité.

- 2 L'ouvrage repose sur une enquête de trois ans (2006-2009) effectuée par une vingtaine de chercheurs provenant de cinq pays (Angleterre, Danemark, Écosse, Finlande et Suède) dans le cadre d'un projet coordonné par la Fondation européenne de la science (ESF).
- 3 Les principaux résultats sont déclinés en chapitres autonomes rédigés par deux à sept auteurs différents selon les cas. Ce choix peut poser des problèmes au lecteur (copier-coller de paragraphes, références doublons en bibliographie, difficulté parfois à garder à l'esprit la démonstration d'ensemble de l'ouvrage). Mais il a un double mérite évident : il n'impose pas une interprétation univoque et unidimensionnelle d'un processus aussi complexe que l'eupéanisation en éducation et il nous invite à rompre avec certains cadres de pensée nationaux et bien souvent hermétiques les uns aux autres, en respectant les sensibilités analytiques des différents contributeurs.
- 4 Le chapitre 1 présente la perspective théorique d'ensemble selon laquelle les frontières étatiques et nationales de la politique éducative sont aujourd'hui dépassées par les flux de données, même si, au-delà de discours convergents, l'adoption de cette nouvelle gouvernance au niveau européen ne se traduit pas dans les systèmes éducatifs domestiques par la déclinaison mécanique et uniforme d'un même mot d'ordre supranational. Le chapitre 2 revient sur l'histoire de la coopération en matière d'éducation et met clairement en évidence qu'à partir des années 1998-2001, on est passé d'une « Europe de la culture », où l'objectif des programmes mis en œuvre était principalement d'améliorer la connaissance des autres pays et d'œuvrer à l'érection d'une culture commune, à une « Europe des nombres » soucieuse de comparaisons, de *benchmarking* et de bonnes pratiques (stratégie de Lisbonne). Le chapitre 3 revient sur la création d'Eurydice et d'Eurostat pour mieux mettre en lumière ensuite l'influence centrale prise par l'OCDE en matière de production de données à l'échelle européenne (aspect également développé dans le chapitre 5) et interroger ainsi le rôle d'experts situés à l'interface des espaces nationaux et européens dans la promotion d'une gouvernance par la QAE. Ces « passeurs » (*brokers*) sont analysés plus en détail dans le chapitre 4, qui insiste sur les différentes perceptions d'un pays à l'autre de l'eupéanisation, de son utilité et de ses effets. Le chapitre 6 propose une approche théorique de l'eupéanisation comme un processus de traduction permanent à différents échelons et selon des logiques diverses, à intensité, rapidité et signification variables, de messages et de données sur la performance des systèmes éducatifs. Le chapitre 7 revient sur les théories de la gouvernance afin, notamment, de rappeler le rôle décisif que continuent à jouer les États. Le chapitre 8 évoque rapidement l'histoire des procédures d'évaluation sur le territoire européen tandis que le chapitre 9 étudie l'effet de cette nouvelle gouvernance européenne de l'éducation sur les relations entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, avec une mise en opposition des cas anglais (régulation centralisée) et finlandais (régulation décentralisée). Le dernier chapitre synthétise les résultats du questionnaire adressé aux enseignants des cinq pays étudiés. Malgré des différences fortes d'un pays à l'autre, il met en évidence que ceux-ci sont globalement influencés par les pratiques de QAE, qu'ils jugent l'évaluation interne plus porteuse de changement que l'évaluation externe et qu'ils doutent fortement de l'utilité de la publication des résultats et de la mise en concurrence des établissements.

- 5 Cette longue énumération illustre à elle seule toutes les richesses de l'ouvrage (l'un des rares à proposer une vision d'ensemble de l'eupéanisation de l'éducation en synthétisant une littérature théorique abondante et en multipliant, avec beaucoup de nuances, les niveaux d'analyse), mais aussi certaines de ses limites. La structuration en chapitres rédigés comme des articles ne permet pas de toujours aller suffisamment dans le détail des thèmes abordés et des matériaux mobilisés. La perspective d'ensemble est fortement marquée par l'idée du passage (*shift*) ou du tournant (*turn*), alors qu'on peut supposer que les différentes gouvernances évoquées se sédimentent plus qu'elles ne se succèdent. Enfin, peu d'éléments de réponse sont apportées à la question centrale des facteurs ayant concouru à l'instauration de cette nouvelle gouvernance.
-

INDEX

Index géographique : Europe

AUTEURS

XAVIER PONS

Largotec, UPEC, Maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chargé de conférence à l'IEP de Paris et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences-Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs (Know&Pol, Evalexe), ses travaux de sociologie des politiques éducatives portent principalement sur l'évaluation, les statistiques scolaires et l'évolution des groupes professionnels dans l'action publique.